

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/03/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SOCIETE NOUVELLE SOGEPIERRE

Le Bois de la Grande Combe

21400 NOD SUR SEINE

Références : 0005400216/2022-164

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/03/2022 dans l'établissement SOCIETE NOUVELLE SOGEPIERRE implanté Le Bois de la Grande Combe 21400 NOD SUR SEINE. L'inspection a été annoncée le 15/02/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle, le renouvellement de l'autorisation ayant été délivré le 23/10/2019.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE NOUVELLE SOGEPIERRE
- Le Bois de la Grande Combe 21400 NOD SUR SEINE
- Code AIOT dans GUN : 0005400216
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La carrière de Nod-sur-Seine a été autorisée par arrêté préfectoral du 23/10/2019, pour une durée de 30 ans, pour l'extraction de roches ornementales.

La carrière est située dans un périmètre de protection éloignée de captage d'eau potable.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Bruits et vibrations
- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

La remise en état des parcelles F2 et F43 n'a pas fait l'objet d'un procès-verbal de récolement à ce jour. Les parcelles n'étant pas reprises dans le périmètre d'autorisation de la carrière, un point de situation doit être réalisé par l'exploitant en vue de finaliser la remise en état. Les éventuels travaux complémentaires nécessaires devront être réalisés par l'exploitant.

Ce sujet sera traité de manière disjointe à la présente inspection.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Espèces protégées	Arrêté Préfectoral du 23/10/2019, article 5.1	/	Sans objet
Suivi écologique	Arrêté Préfectoral du 23/10/2019, article 5.2	/	Sans objet
Hauteur des fronts d'exploitation – Pentes	Arrêté Préfectoral du 23/10/2019, article 11.2	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Existence d'une installation de gestion de déchets inertes - vérification	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1 + annexe I	/	Sans objet
Existence d'une installation de gestion de déchets de cat A - vérification	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	/	Sans objet
Plan de gestion des déchets – nature et quantité	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
Plan de gestion des déchets – traitement des déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
Plan de gestion des déchets – mesures de prévention	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
Plan de gestion des déchets – surveillance	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
Situation	Arrêté Préfectoral du 23/10/2019, article 1.5	/	Sans objet
Limites d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 23/10/2019, article 2.2	/	Sans objet
Décapage des terrains – Découverte	Arrêté Préfectoral du 23/10/2019, article 2.3	/	Sans objet
Productions	Arrêté Préfectoral du 23/10/2019, article 2.4	/	Sans objet
Cotes d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 23/10/2019, article 2.5	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Information du public	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 4	/	Sans objet
Accès au site – Zones dangereuses – Sécurité du public	Arrêté Préfectoral du 23/10/2019, article 2.6	/	Sans objet
Plans et coupes	Arrêté Préfectoral du 23/10/2019, article 2.15	/	Sans objet
Aires de stationnement, de ravitaillement et d'entretien des engins	Arrêté Préfectoral du 23/10/2019, article 6.4	/	Sans objet
Surveillance des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 23/10/2019, article 8.5	/	Sans objet
Fréquence des tirs – Plan de tir	Arrêté Préfectoral du 23/10/2019, article 10.2	/	Sans objet
Diaclases	Arrêté Préfectoral du 23/10/2019, article 11.4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant n'a pas respecté la périodicité annuelle de réalisation du suivi écologique puisqu'aucun suivi n'a été réalisé en 2021.

Les caractéristiques des fronts de taille ne sont pas conformes aux dispositions de l'AP d'autorisation dans la mesure où l'un des fronts de découverte présente une hauteur de l'ordre de 5 à 6 m, alors qu'elle est limitée à 4 m.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Existence d'une installation de gestion de déchets inertes - vérification

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1 + annexe I
Thème(s) : Actions nationales 2022, Existence d'une installation de gestion de déchets inertes et TNP
Prescription contrôlée : Le présent arrêté fixe les prescriptions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes issus de l'exploitation de la carrière et des installations de traitement. On entend par zone de stockage : - lorsque les déchets d'extraction sont inertes un endroit choisi pour y déposer des déchets d'extraction solides ou liquides, en solution ou en suspension, pendant une période supérieure à trois ans, à la condition que cet endroit soit équipé d'une digue, d'une structure de retenue, de confinement ou de toute autre structure utile ; ces installations comprennent également les terrils, les verses et les bassins. Les déchets d'extraction inertes, lorsqu'ils sont replacés dans les trous d'excavation à des fins de remise en état ou à des fins de construction liées au processus d'extraction des minéraux (pistes, voies de circulation, merlons...), ne sont pas visés par les dispositions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes du présent arrêté. On entend par déchets d'extraction les déchets provenant des industries extractives, tels que les résidus (c'est-à-dire les déchets solides ou boueux subsistant après le traitement des minéraux par divers procédés), les stériles et les morts-terrains (c'est-à-dire les roches déplacées pour atteindre le gisement de minerai ou de minéraux, y compris au stade de la préproduction) et la couche arable (c'est-à-dire la couche supérieure du sol). Ces déchets sont considérés comme des déchets d'extraction inertes, au sens du présent arrêté, s'ils satisfont aux critères fixés à l'annexe I du présent arrêté.
Constats : Le plan de gestion des déchets d'extraction (PGDE) joint aux compléments à la demande d'autorisation du 8 janvier 2019 n'est pas clair sur l'existence d'une zone de stockage des déchets d'extraction. Lors de la visite, il n'a pas été constaté de zone de stockage de déchets d'extraction. L'exploitant a indiqué qu'il n'en existe pas, car, malgré le foisonnement des matériaux, la quantité de déchets issus de l'exploitation ne sera pas suffisante pour remblayer la carrière jusqu'au terrain naturel (une dépression est prévue dans les conditions de remise en état), les déchets sont donc utilisés dès leur production dans le cadre de la remise en état coordonnée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Existence d'une installation de gestion de déchets de cat A - vérification

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Existence d'une installation de gestion de déchets de catégorie A
Prescription contrôlée : En cas de risques de perte d'intégrité des zones de stockage des déchets d'extraction inertes tels qu'évalués selon les dispositions de l'annexe VII de l'arrêté ministériel du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives, l'exploitant devra respecter les prescriptions prévues aux articles 7 à 9 de l'arrêté susmentionné.
Constats : Sans objet, il n'y a pas de zone de stockage de déchets d'extraction sur la carrière.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Plan de gestion des déchets – nature et quantité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : - la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;
Constats : Le PGDE de janvier 2019 contient les informations requises. Selon les déclarations de l'exploitant, le volume de déchets générés et utilisé pour le remblaiement est déterminé sur la base du relevé topographique réalisé par le géomètre lors de la mise à jour annuel du plan topographique.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Plan de gestion des déchets – traitement des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ; -la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;
Constats : Le PGDE indique les activités générant les déchets d'extraction et leur devenir (utilisés dans le cadre de la remise en état coordonnée de la carrière). Aucun traitement particulier n'est prévu dans le PGDE.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Plan de gestion des déchets – mesures de prévention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;
Constats : Le PGDE analyse les effets sur l'environnement et la santé des déchets d'extraction. Il n'identifie pas d'effet spécifique sur les eaux et les sols, ou la santé, ni de mesure de prévention spécifique.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Plan de gestion des déchets – surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;
Constats : Le PGDE indique que les aménagements progressifs des talus créés sont contrôlés régulièrement notamment par le biais de la mise à jour d'un plan topographique annuel.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Espèces protégées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2019, article 5.1
Thème(s) : Actions nationales 2022, Espèces protégées
Prescription contrôlée : Au moins deux gîtes à chiroptères sont mis en place dans l'emprise de la carrière dont l'un dans une dépression à l'écart des travaux futurs. La cavité dans laquelle gîte un Petit Rhinolophe ne doit pas être détruite pendant la période hivernale. La destruction de cette cavité est subordonnée à la création préalable d'au moins deux autres gîtes pour chiroptères. L'exploitant doit justifier de la création d'autres gîtes adaptés avant de détruire la cavité existante. A cet effet, il transmet à l'inspection des installations classées tous documents utiles. L'exploitant applique le protocole mentionné au point 6-2-3-2 de l'étude d'impact et s'assure de l'absence de chiroptères dans la cavité avant sa destruction.
Constats : Lors de la visite, la mise en place de 2 gîtes à chiroptères a été constatée. Selon le plan topographique du 05/01/2022, ils sont positionnés dans des zones à l'écart de la partie en exploitation et de l'exploitation future, mais en dehors du périmètre de la carrière pour l'un d'eux. Selon les déclarations de l'exploitant, il dispose de la maîtrise foncière de la zone d'implantation de ce gîte. Dans la mesure où l'un des gîtes est situé en dehors de l'emprise de la carrière, il est demandé à l'exploitant de justifier cette maîtrise foncière sur la durée restante de l'autorisation d'exploiter. Le rapport de suivi chiroptérologique (réf. 20-185) rappelle la méthodologie prévue dans l'étude d'impact pour la fermeture de la cavité existante, dans laquelle gîtait un Petit Rhinolophe, et présente les modalités de mises en œuvre. Cette fermeture a été réalisée conformément à la méthodologie prévue avec : - un comptage nocturne en sortie de cavité le 16/07/2020 et vérification de l'absence de chiroptères au sein de la cavité avec une lampe torche ; - un comptage nocturne en sortie de cavité le 17/07/2020 ; après vérification qu'aucun individu ne se trouvait à l'intérieur, la cavité a été bouchée de manière hermétique à l'aide d'une bâche plastique ; - la cavité a été rebouchée avec des matériaux du site le 18/07/2020 dans la journée (une photographie de la cavité bâchée au matin du 18/07/2020 est jointe au rapport).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Suivi écologique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2019, article 5.2
Thème(s) : Actions nationales 2022, Suivi écologique
Prescription contrôlée : Un suivi annuel doit être effectué par un écologue qualifié ou par une association de protection de l'environnement, afin de s'assurer de l'efficacité des mesures mises en place pour les chiroptères. Ce suivi consiste en particulier à réaliser des passages pendant la période d'activité des chiroptères et à vérifier l'occupation des gîtes à chiroptères construits par l'exploitant. Le dernier passage est effectué dans les douze mois qui précèdent l'échéance de l'autorisation d'exploiter.
Constats : Le rapport de suivi chiroptérologique (réf. 20-185) fait également état du suivi réalisé en 2020 des deux gîtes à chiroptères mis en place en compensation de la destruction de la cavité où gitait le Petit Rhinolophe. Il indique que, lors de la première vérification du 16/07/2020, aucun individu n'a été observé, mais du guano au sol a été observé en très faible quantité au sein des 2 gîtes. Un petit Rhinolophe était présent au sein d'un des gîtes lors de la seconde vérification le 18/07/2020. Lors de la visite, l'exploitant a indiqué ne pas avoir réalisé de suivi écologique en 2021, mais qu'il en avait prévu un en 2022, la période optimale pour sa réalisation étant entre juin et août. L'inspection lui a rappelé que l'AP du 23/10/2019 prévoit un suivi annuel. Par courriel du 18/03/2022, l'exploitant a transmis à l'inspection un document en indiquant qu'il s'agit de la commande pour la réalisation du suivi en 2022. Il est demandé à l'exploitant de transmettre le rapport du suivi réalisé en 2022 dès qu'il sera disponible.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Situation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2019, article 1.5
Thème(s) : Situation administrative, Situation
Prescription contrôlée : La superficie de la carrière est de 25 251 m ² . La superficie de la zone d'extraction est de 10 400 m ² . L'autorisation porte sur les parcelles 20, 21 et 23 de la section cadastrale F. Sont exclues toutes autres parcelles. L'exploitant signale toute modification cadastrale à la préfecture et à l'inspection des installations classées.
Constats : Selon la mise à jour du 05/01/2022 du plan topographique, la barrière à l'entrée de la carrière est située sur le chemin d'accès, en dehors des parcelles visées dans l'AP du 23/10/2022. De plus, quelques mètres de merlon de terre végétale se trouvent sur la parcelle F22. Ces éléments n'apparaissent toutefois pas avoir été déplacés depuis l'AP du 23/10/2019, puisqu'ils sont positionnés aux mêmes endroits que sur le plan topographique joint à la demande d'autorisation environnementale.
Observations : L'arrêté du 15/06/1998 qui autorisait l'exploitation précédente de la carrière portait sur les parcelles F2, F20, F21, F23 et F43. Les parcelles F2 et F43 n'ont pas été reprises dans le périmètre d'autorisation de la carrière actuelle, mais la réalisation des travaux de remises en état n'a pas été constatée par procès-verbal de récolement. Le rapport de la visite du 24/09/2015 (dernière inspection réalisée sur le site) indique que les plantations n'ont pas été réalisées comme prévu, et que l'exploitant devait se rapprocher du propriétaire du terrain afin d'obtenir son accord. Ce sujet sera traité de manière distincte à la présente inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Limites d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2019, article 2.2
Thème(s) : Situation administrative, Limites d'exploitation
Prescription contrôlée : Les bornes qui sont implantées en application de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 susvisé doivent être maintenues constamment repérables et dégagées de la végétation. Un procès-verbal de bornage est adressé à l'inspection des installations classées dans un délai d'un an à compter de la notification du présent arrêté. L'exploitant ne doit mettre aucune installation classée liée à l'exploitation de la carrière dans la limite des dix mètres comptés à partir des limites du périmètre de l'autorisation. Un piquetage indique la limite de la zone d'extraction. Cette limite est matérialisée sur le terrain préalablement à la réalisation des travaux de décapage dans un secteur donné et est conservée jusqu'au réaménagement de ce même secteur.
Constats : Un plan de bornage en date du 23/02/2008 a été transmis à l'inspection dans le cadre de la visite. Ce plan porte sur les parcelles autorisées par l'ancien AP du 15/06/1998 et intègre donc les parcelles F2 et F43 située à l'Est de la carrière, toutefois l'exploitation progresse en direction de l'Ouest. La présence de bornes a été contrôlée par échantillonnage lors de la visite. Au regard du plan topographique du 05/01/2022, seuls des merlons de terre sont situés dans le délaissé périphérique de 10 m. Aucun piquetage n'indiquait la limite de la zone d'extraction lors de la visite. Selon les déclarations de l'exploitant, la zone découverte délimite la zone d'extraction, et un piquetage sera mis en place par un géomètre avant les prochains travaux de découverte.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Décapage des terrains – Découverte

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2019, article 2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Décapage des terrains – Découverte
Prescription contrôlée : Le décapage est réalisé de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres de recouvrement constituant l'horizon humifère aux autres déchets d'extraction. Les terres de recouvrement et les autres déchets d'extraction sont stockés séparément. Le stockage des terres ne doit pas se faire sur une hauteur supérieure à deux mètres.
Constats : La terre végétale est stockée en merlon périphérique, séparément des autres matériaux de découverte. Il est recouvert de végétation. Au regard du plan topographique du 05/01/2022, le merlon de terres arables a une hauteur inférieure ou égale à environ 2 m.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Productions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2019, article 2.4
Thème(s) : Situation administrative, Productions
Prescription contrôlée : La production maximale annuelle de matériaux extraits est de 3 000 m ³ . La production moyenne annuelle de matériaux extraits est de 2 000 m ³ . La densité des matériaux commercialisables est de 2,4 t/m ³ . L'exploitant tient à jour une comptabilité des quantités de matériaux qui sortent du site. L'exploitant met en place un registre de suivi de la quantité de matériaux extraits et de leur emploi. Ce registre est renseigné au moins hebdomadairement pendant les campagnes d'extraction et après chaque transfert d'un chargement de blocs vers les installations extérieures de taillage, de sciage ou de polissage. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Selon les données de suivi des productions présentées lors de la visite, la production au titre de l'année 2021 (à confirmer par l'exploitant via la déclaration GEREPE) s'est élevée à 679 t de blocs marchands, pour une quantité de matériaux extraits de 4 363 t. L'exploitant a présenté les modalités de suivi hebdomadaire des quantités de matériaux extraits et leur emploi : le chef de carrière remplit un carnet sur lequel est indiqué : <ul style="list-style-type: none">- le code matière ;- la référence de chaque bloc marchand avec ses dimensions ;- le calcul du volume de blocs extraits dans la semaine ;- le calcul du volume total de matériaux extraits dans la semaine.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Cotes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2019, article 2.5
Thème(s) : Risques chroniques, Cotes d'exploitation
Prescription contrôlée : Le point le plus haut du site se trouve en périphérie au Nord-Ouest à l'altitude 367 m NGF. La cote minimale d'exploitation est fixée à 352 m NGF. L'épaisseur maximale d'extraction est de 15 mètres. Toute exploitation en dessous de la cote 352 m NGF est interdite. L'exploitant reporte les cotes atteintes sur les plans prévus à l'article 2-15.
Constats : La cote minimale d'extraction sur le plan topographique du 05/01/2022 est de 354,12 m.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Information du public

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 4
Thème(s) : Situation administrative, Information du public
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie ou le plan de remise en état du site peut être consulté.
Constats : Un panneau d'information indiquant les informations ci-dessus est présent au niveau de l'accès à la carrière.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Accès au site – Zones dangereuses – Sécurité du public

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2019, article 2.6
Thème(s) : Risques accidentels, Accès au site – Zones dangereuses – Sécurité du public
Prescription contrôlée : Les particuliers ne sont pas admis dans la carrière. Les personnes étrangères à l'établissement ne doivent pas avoir un accès libre aux installations. Toute personne qui arrive dans la carrière doit obligatoirement passer devant un point de contrôle. L'emprise de la carrière ne doit comporter aucun local occupé ou habité par des tiers.
Constats : L'accès à la carrière est fermé par un portail cadenassé. Le site est ceinturé par un merlon périphérique, d'une hauteur comprise entre 1,5 m et 2 m selon le plan topographique du 05/1/2022. La présence de panneaux signalant le danger a été constatée lors de la visite. L'emprise de la carrière ne comporte aucun local occupé ou habité par des tiers.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Plans et coupes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2019, article 2.15
Thème(s) : Risques chroniques, Plans et coupes
Prescription contrôlée : L'exploitant fait établir un plan à une échelle usuelle au moins aussi précise que le 1/1 000, orienté. L'échelle est adaptée à la superficie de la carrière et est mentionnée sur le plan. Ce plan comprend un maillage avec un référencement au système géodésique français 1993 (RGF 93) et doit indiquer : <ul style="list-style-type: none">- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter,- les abords de la carrière, dans un rayon de 50 mètres,- les limites de protection réglementaires,- les limites de la zone d'extraction, des zones de stockages des matériaux et des zones de stockage des déchets d'extraction,- les fronts et les banquettes,- les courbes de niveau, les cotes d'exploitation et les cotes d'altitude des points significatifs,- la position des dispositifs de clôture ou des dispositifs équivalents,- l'emplacement des bornes,- les zones boisées, les zones non décapées, les zones décapées, les zones remblayées avec les déchets d'extraction, - les zones remises en état et la nature de la remise en état effectuée,- les limites des phases d'exploitation,- l'emplacement des points de rejet des eaux dans le milieu naturel, à l'extérieur ou à l'intérieur de la carrière,- les éventuels puits, piézomètres, cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière ou situés dans la carrière,- les voies d'accès, ainsi que les chemins internes et les pistes de circulation qui mènent au fond de fouille et aux fronts. <p>Ce plan comporte une légende.</p> <p>Il doit être mis à jour au moins une fois par an.</p>
Constats : L'exploitant a fait établir un plan topographique en date du 05/01/2022.
Observations : Ce plan ne fait pas apparaître : <ul style="list-style-type: none">- les abords de la carrière dans un rayon de 50 m ;- les limites des phases d'exploitation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Aires de stationnement, de ravitaillement et d'entretien des engins

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2019, article 6.4
Thème(s) : Risques chroniques, Aires de stationnement, de ravitaillement et d'entretien des engins
Prescription contrôlée : Le ravitaillement et l'entretien courant des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. Les opérations d'entretien lourd et de réparation des engins sont réalisées en dehors de la carrière, dans les locaux extérieurs d'un prestataire de service ou dans l'usine de Nod-sur-Seine. A l'exception des engins à chenilles, le stationnement des engins en dehors des périodes d'activité s'effectue sur une aire étanche de dimensions suffisantes et aménagée pour la récupération des fuites éventuelles. Cette aire peut être celle qui est prévue pour les ravitaillements et pour les entretiens des engins.
Constats : La carrière est située dans le périmètre de protection éloigné du captage AEP de la commune de Nod-sur-Seine ayant fait l'objet d'une déclaration d'utilité publique par l'AP n°2016-21 du 31/05/2016. Aucune aire étanche n'est présente sur le site, cependant, selon les déclarations de l'exploitant, les engins qui ne sont pas sur chenille ne sont pas stationnés sur le site, ils disposent d'une autorisation de circuler sur la route et sont donc ramenés au siège social de l'entreprise, situé sur la même commune, tous les soirs. L'exploitant ajoute que, la carrière étant isolée, cela évite également les risques de vol de carburant, voire d'engins. Aucun engin n'a été vu sur le site lors de la visite.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Surveillance des niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2019, article 8.5
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des niveaux sonores
Prescription contrôlée : Les mesures des niveaux sonores doivent permettre d'établir les niveaux sonores et l'émergence induite par l'activité au minimum aux trois points de contrôle répertoriés sur le plan qui figure à la page 137 de l'étude d'impact : <ul style="list-style-type: none">- Point 1 : entrée de la carrière ;- Point 2 : hameau nommé Voisin ;- Point 3 : bourg de Nod-sur-Seine. Deux autres points sont ajoutés : <ul style="list-style-type: none">- Point 4 : au sud au niveau du bourg d'Aisey-sur-Seine,- Point 5 : au niveau de « la Tour Eiffel », au Nord et à proximité du GR2 Un contrôle des niveaux sonores et des valeurs d'émergence doit être effectué dans les trois mois qui suivent l'ouverture de la carrière ou pendant la première campagne d'extraction qui suit cette ouverture, puis au moins une fois tous les trois ans pendant une campagne d'extraction, par un organisme compétent et indépendant.
Constats : L'exploitant a présenté le rapport de contrôle des niveaux sonores réalisé le 08/11/2019, lors d'une campagne de production. Les mesures ont été réalisées aux 5 points prévus dans l'AP du 23/10/2019 et ne mettent pas en évidence de dépassement des valeurs d'émergence.
Observations : Il est rappelé à l'exploitant qu'un nouveau contrôle des niveaux sonores et d'émergence devra être réalisé lors de la campagne de production de 2022. Par courriel du 18/03/2022, l'exploitant a confirmé à l'inspection avoir prévu de réaliser une nouvelle mesure en 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Fréquence des tirs – Plan de tir

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2019, article 10.2
Thème(s) : Risques chroniques, Fréquence des tirs – Plan de tir
Prescription contrôlée : Le nombre de tirs de mines nécessaires à l'exploitation est au maximum de cinq par an. Ces tirs de mines sont réalisés pour l'enlèvement de la découverte. Pour limiter les effets des vibrations, les émissions sonores dues aux tirs et les conséquences d'éventuelles projections, les plans de tirs doivent être adaptés en fonction de la distance des habitations les plus proches ou de la distance des voies de circulation (diminution de la charge unitaire, diminution du maillage, diminution de la hauteur des fronts...). Le plan de tir est adapté en fonction de chaque tir.
Constats : Selon les déclarations de l'exploitant, il n'y a pas eu de tir de mines depuis l'AP du 23/10/2019. Au regard des plans joints à la demande d'autorisation de 2019, aucun travaux de découverte importants n'apparaissent avoir été réalisés depuis l'AP du 23/10/2019.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Hauteur des fronts d'exploitation – Pentès

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2019, article 11.2
Thème(s) : Risques chroniques, Hauteur des fronts d'exploitation – Pentès
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les fronts de taille sont divisés en gradins. Chaque gradin est constitué d'une banquette et d'un front d'exploitation.</p> <p>La hauteur des fronts d'exploitation ne doit pas dépasser cinq mètres. La hauteur des fronts de taille ne doit pas dépasser quinze mètres. La hauteur du front supérieur dans la découverte varie de 0 mètres à 4 mètres.</p> <p>L'angle de la paroi du front dans la découverte ne doit pas être supérieur à 86,2° par rapport à l'horizontale (15 pour 1 – 1 500 %).</p> <p>La hauteur maximale des fronts est diminuée, la largeur des banquettes est augmentée ou l'angle de la paroi des fronts est diminué, si, en raison des caractéristiques de la roche, il apparaît des risques d'effondrements ou d'éboulements.</p>
<p>Constats : Selon le plan topographique du 05/01/2022 :</p> <ul style="list-style-type: none">- la hauteur du front d'exploitation varie entre environ 3 m et 4,5 m, sans dépasser 5 m ;- la largeur de la banquette entre le front d'exploitation et le front de découverte est de l'ordre de 5 m ;- le front de découverte est constitué de 2 gradins d'une hauteur supérieure à 4 m pour le front inférieur, car elle est de l'ordre de 5 à 6 m environ, et de 2 m pour le front supérieur ;- la largeur de la banquette entre les 2 fronts de découverte varie de l'ordre de 7,5 m à 12 m. <p>La hauteur totale du front de taille est inférieure à 13 m.</p> <p>Les caractéristiques du front de taille étaient globalement similaires à celles du plan topographique lors de la visite, il est toutefois apparu que la largeur de la banquette entre le front d'exploitation et le front de découverte avait tendance à diminuer et être inférieure à 5 m. L'attention de l'exploitant a donc été appelée sur la nécessité de conserver des largeurs de banquettes suffisantes pour ne pas remettre en cause la stabilité des fronts (le dossier de demande d'autorisation prévoit des largeurs de banquette d'au moins 5 m). L'exploitant a indiqué que des travaux de découverte sont prévus avant la prochaine campagne d'extraction.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Diaclases

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2019, article 11.4
Thème(s) : Risques chroniques, Diaclases
Prescription contrôlée : <p>Si des cavités karstiques importantes et pénétrables ou si des gouffres sont mis à jour au cours de l'exploitation, l'exploitant informe sans délai l'inspection des installations classées et applique ensuite les dispositions de l'article 1-7. L'accès au gouffre ou à la cavité est interdit par une clôture ou par tout autre dispositif équivalent. Tant que la cavité ou le gouffre restent ouverts, tous les travaux exécutés dans la carrière et toutes circulations des engins doivent se tenir éloignés du gouffre ou de la cavité. L'exploitant met en place un dispositif qui empêche les eaux de ruissellement d'atteindre la cavité ou le gouffre.</p> <p>Le comblement du gouffre ou de cavité doit s'effectuer de bas en haut avec des déchets d'extraction (sauf les terres de recouvrement), de granulométrie de plus en plus fine vers la surface afin de garantir l'obstruction totale de la cavité ou du gouffre et son étanchéité vis-à-vis des eaux de ruissellement.</p> <p>Les autres diaclases mises à jour, au cours de l'exploitation, au niveau du plancher de la carrière, doivent être comblées avec des déchets d'extraction (sauf les terres de recouvrement) de granulométrie de plus en plus fine vers la surface dans un délai maximum de 72 heures après leur découverte.</p>
Constats : Aucun karst n'a été vu lors de la visite.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet